

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

F. 2011 — 2580

[2011/204772]

**9 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement flamand portant agrément temporaire de la formation de master "master in de bedrijfscommunicatie" de la "Katholieke Universiteit Leuven"**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre, notamment l'article 60*bis*, inséré par le décret du 19 mars 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 juin 2004 relatif à l'agrément temporaire de formations dans l'enseignement supérieur;

Vu le rapport d'accréditation du 21 juin 2011 définitivement établi par l'Organisation d'Accréditation néerlandaise-flamande contenant une évaluation finale négative pour la formation de "master in de bedrijfscommunicatie" de la "Katholieke Universiteit Leuven";

Vu le dossier de demande pour l'agrément temporaire, introduit le 28 juin 2011 par la "Katholieke Universiteit Leuven";

Vu l'avis de la Commission d'Agrément, rendu le 1<sup>er</sup> août 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1<sup>er</sup> septembre 2011;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et de Bruxelles;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La formation de "master in de bedrijfscommunicatie" de la "Katholieke Universiteit Leuven" reçoit un agrément temporaire.

L'agrément temporaire vaut pour une période de trois ans qui prend cours au début de l'année académique 2011-2012 et qui échoit à la fin de l'année académique 2013-2014.

**Art. 2.** Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 9 septembre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et de Bruxelles,

P. SMET

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 2581

[C - 2011/29506]

**25 AOUT 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92*bis*, § 1<sup>er</sup> inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération du 27 mars 2009 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « SFMQ »;

Vu le décret du 30 avril 2009 portant assentiment à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « SFMQ »;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 140;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 49.862/2, rendu le 4 juillet 2011 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications est remplacé par l'intitulé suivant : « Arrêté du 23 décembre 2010 fixant les modalités budgétaires, comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications ».

**Art. 2.** Les articles 1<sup>er</sup> à 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications sont remplacés par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté :

1° on entend par « SFMQ » : Service francophone des Métiers et des Qualifications qui est un Service à gestion séparée situé auprès de la Communauté française avec possibilité de recettes provenant d'autres niveaux de pouvoir,

2° on entend par « l'accord de coopération » : l'accord de coopération du 27 mars 2009 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « SFMQ ».

Art. 2. Un projet de budget des recettes et des dépenses est établi annuellement par le SFMQ.

Les propositions budgétaires de recettes sont établies en droits constatés et en recettes de caisse.

Les propositions budgétaires de dépenses portent sur les prévisions d'engagement et les prévisions d'ordonnement.

L'année budgétaire, ci-après dénommée exercice, commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 3. Le budget du SFMQ est divisé en deux catégories d'opérations :

1° les opérations sur dotations et fonds propres;

2° les opérations sur fonds européens.

Chaque catégorie d'opérations comporte :

1° des recettes ventilées en droits constatés et en recettes de caisse;

2° des dépenses ventilées en engagements et sorties de caisse.

Art. 4. Le budget du SFMQ distingue les recettes suivantes :

1° en opérations sur dotations et fonds propres :

a) le solde reporté;

b) la dotation des parties prenantes à l'accord de coopération qui peut être réalisée par la mise à disposition de locaux, de personnel et de matériels et qui se répartit à concurrence de 45 % à charge de la Communauté française, 40 % à charge de la Région wallonne, 15 % à charge de la Commission communautaire française;

c) le produit de services rendus à des tiers;

2° en opérations sur fonds européens : fonds attribués au SFMQ par le Fonds Social européen ou les différents programmes européens pour la mise en œuvre d'actions particulières.

Art. 5. Le budget du SFMQ ventile les dépenses en :

1° opérations sur dotations et fonds propres :

a) frais de personnel;

b) frais de fonctionnement;

c) frais d'acquisitions;

d) frais divers;

2° opérations sur fonds européens : frais de toute nature résultant des actions menées dans le cadre des fonds et programmes européens et en lien avec ceux-ci.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. La Chambre de Concertation et d'Agrément fait rédiger annuellement par la cellule exécutive, un projet de budget accompagné d'une note justificative.

§ 2. La Chambre de Concertation et d'Agrément transmet le projet de budget et la note justificative, pour avis, aux parties à l'accord de coopération au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'exercice.

§ 3. Le projet de budget est soumis à l'approbation du Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions et est annexé au projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française. L'approbation est définitivement acquise par le vote du budget général des dépenses de la Communauté française.

§ 4. Si l'approbation n'est pas acquise avant le début de l'exercice, le SFMQ peut, dans les limites des moyens de trésorerie dont il dispose pour chacune des catégories visées à l'article 3, utiliser les crédits prévus dans son projet de budget, sauf s'ils sont destinés à des dépenses d'un principe nouveau non antérieurement autorisées.

Art. 7. Sans préjudice de la modification des dotations accordées au SFMQ par les parties à l'accord de coopération, le projet de budget visé à l'article 6 peut être adapté dès le début de l'exercice qu'il concerne et au plus tard le 31 mars de celui-ci.

Cette adaptation porte sur le montant des postes de recettes « solde reporté de l'année budgétaire antérieure ». Le total des postes de dépenses et leur ventilation sont le cas échéant modifiés à due concurrence.

Cette adaptation est soumise à l'accord du Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions et du Ministre du Budget; les Ministres peuvent décider que l'avis favorable de l'inspection des finances dispense de leur accord. L'adaptation qui en résulte est communiquée aux parties prenantes à l'accord de coopération. »

**Art. 3.** Les articles 8 à 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. A la fin de chaque exercice, le comptable établit :

- 1° un compte de gestion;
- 2° un relevé de la situation active et passive du SFMQ;
- 3° un compte d'exécution du budget;
- 4° un compte de variation du patrimoine accompagné d'un inventaire du patrimoine.

Au plus tard le 15 avril suivant l'année à laquelle ils se rapportent, ces documents sont transmis aux parties à l'accord en annexe au rapport visé à l'article 19, 4<sup>o</sup>, de l'accord de coopération.

Au plus tard le 15 avril suivant l'année à laquelle ils se rapportent, le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions transmet ces documents au Ministre qui a les finances dans ses attributions. Ce dernier les présente à la Cour des comptes au plus tard le 30 avril de la même année.

Les pièces justificatives sont conservées sur place.

§ 2. Les documents visés au § 1<sup>er</sup> doivent également être établis lorsque le comptable cesse ses fonctions. Ils doivent être accompagnés d'un procès-verbal de caisse et, si l'activité du SFMQ est maintenue, d'un procès-verbal de remise-reprise signé par le comptable sortant et son successeur.

Art. 9. Le compte d'exécution du budget est établi conformément au modèle joint en annexe au présent arrêté. Il est intégré au compte d'exécution du budget de la Communauté française.

Art. 10. Des comptes bancaires sont ouverts par catégorie d'opérations mentionnées à l'article 3 du présent arrêté au nom du SFMQ auprès du caissier de la Communauté française. Les comptes sont inclus dans la fusion d'échelle des comptes de la Communauté française. »

**Art. 4.** L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications est transféré de la section III « De la gestion comptable et financière » à la section II « De la comptabilité et de la reddition des comptes » et est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Les droits constatés sont imputés à la date de leur constatation. Les engagements sont imputés à la date de leur notification au créancier. Les ordonnancements sont imputés à la date de leur paiement. Les recettes de caisse sont imputées à la date de leur encaisse sur le compte financier.

Un droit est constaté quand il réunit les conditions suivantes :

- 1° son montant est déterminé de manière exacte;
- 2° l'identité du débiteur est déterminable;
- 3° l'obligation de payer existe;
- 4° une pièce justificative est en possession du SFMQ.

Par dérogation à l'alinéa 2, le montant des dotations accordées au SFMQ par les parties prenantes à charge d'une allocation de base de leur budget général des dépenses est imputable en droits constatés dans son budget à la date de l'arrêté d'octroi des dites dotations.

Si la totalité de la dotation n'est pas libérée, le droit constaté est réduit à concurrence du montant non libéré.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux opérations pour ordre sur fonds européens. »

**Art. 5.** Dans l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° la phrase « Dans cette fonction, il respecte les règles fixées par les chapitres II, III et IV des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, régissant l'engagement des dépenses. » est abrogée;
- 2° dans la troisième phrase du même article, le mot « tient » est remplacé par le mot « organise ».

**Art. 6.** Dans l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Chambre de Concertation et d'Agrément est compétente pour toute décision qui fait naître un droit au profit du SFMQ. Elle en confie la constatation et la mise en recouvrement à l'ordonnateur. »

**Art. 7.** L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Le comptable est chargé :

1° du maniement et de la garde des fonds;

2° de l'établissement et de la conservation des documents suivants :

a) le compte de gestion;

b) le compte d'exécution du budget;

c) le relevé de la situation active et passive du SFMQ;

3° de la mise à jour de l'inventaire du patrimoine et de la tenue de la comptabilité patrimoniale;

4° de percevoir les droits constatés;

5° d'exécuter les paiements sur ordre de l'ordonnateur.

Le comptable est justiciable de la Cour des comptes. »

**Art. 8.** L'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Le montant des obligations pouvant être contractées est limité par le montant des droits constatés imputés au cours de l'année budgétaire, diminué de la réduction ou de l'annulation de droits constatés préalablement reportés d'années antérieures, augmenté des réductions ou annulations d'engagements d'années antérieures effectués au cours de cette même année budgétaire et du solde des autorisations budgétaires non engagé reporté de l'année antérieure.

Le montant des ordonnancements est limité par le montant des recettes perçues en cours d'année, augmenté du solde de trésorerie reporté de l'année budgétaire antérieure. »

**Art. 9.** Dans la section 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications sont insérés les articles 15/1 à 15/4 rédigés comme suit :

« Art. 15/1. Les ordonnancements portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de cette année budgétaire ou d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures.

Art. 15/2. Les engagements imputés sur les moyens budgétaires du SFMQ doivent être exécutés au plus tard pour le 31 décembre de la quatrième année qui suit celle de l'engagement.

Art. 15/3. § 1<sup>er</sup>. Les soldes disponibles à la fin de l'année budgétaire sont automatiquement reportés à l'exercice suivant.

§ 2. Le solde non engagé des autorisations budgétaires est déterminé au terme de l'année par la différence entre le total des droits effectivement constatés au cours de l'année augmentés ou diminués conformément à l'article 15 et le total des engagements pris au cours de la même année.

Il est reporté à l'année suivante et constitue le premier poste de recette de la partie droits et engagements du budget, sous réserve de l'accord visé à l'article 7 du présent arrêté.

§ 3. Le solde de trésorerie est déterminé au terme de chaque année par la différence entre le total des recettes effectivement perçues et le total des dépenses payées.

Il est reporté à l'année suivante et constitue le premier poste de recette de la partie ordonnancement.

Art. 15/4. Les moyens financiers disponibles à la fin de l'exercice peuvent être utilisés dès le début de l'année suivante. »

**Art. 10.** Dans l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les règles du contrôle administratif et budgétaire auxquelles sont soumis les services d'administration générale de la Communauté française sont applicables au SFMQ. »

**Art. 11.** Dans l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des règles rappelées à l'article 16, § 2, du présent arrêté, la Chambre de Concertation et d'Agrément a délégué pour le choix du mode de passation, en ce compris l'avis de marché, et pour l'attribution de marchés publics dont les montants ne peuvent dépasser les sommes suivantes (exprimées en euros et hors T.V.A.). »

**Art. 12.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service francophone des Métiers et des Qualifications, la section V, comportant les articles 18 à 20, est abrogée.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Art. 14.** Le Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 août 2011.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

## Annexe – Compte d'exécution du budget

## EXERCICE AAAA

## PARTIE PAIEMENTS

## PARTIE DROITS ET ENGAGEMENTS

## OPERATIONS SUR DOTATIONS ET FONDS PROPRES

## A. RECETTES

|  | TRESORERIE          |              |             |             | DROITS CONSTATES    |                                |             |             |             |             |             |
|--|---------------------|--------------|-------------|-------------|---------------------|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|  | Prévisions ajustées | réalisations |             |             | Prévisions ajustées | réalisations                   |             |             |             |             |             |
|  |                     | A            | B           | C           |                     | A                              | B           | C           | D           |             |             |
| <b>1.1.</b> Solde de trésorerie à reporter | <b>0,00</b>         |              |             | 0,00        |                     | Report du disponible           |             |             |             |             | 0,00        |
| <b>1.2.</b> Dotation de la Région wallonne |                     | 0,00         |             | 0,00        |                     | Dotation de la Région wallonne | 0,00        |             |             |             | 0,00        |
| <b>1.3.</b> Dotation de la COCOF           |                     |              |             |             |                     | dotation de la COCOF           |             |             |             |             |             |
| <b>1.4.</b> Recettes autres                |                     |              |             | 0,00        |                     | créances autres                | 0,00        |             |             |             | 0,00        |
| <b>Total des recettes</b>                  | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>         | <b>Total des recettes</b>      | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |

A = recettes effectivement perçues pendant l'année budgétaire  
 B = recettes sur droits constatés les années antérieures mais reçues pendant l'année budgétaire  
 C = total des recettes (A + B)

A 1.1 = disponible du solde budgétaire libre d'engagement au 31.12-AA-1  
 B = réduction de visas d'années antérieures  
 C = droits réduits  
 D = total des possibilités d'engagement budgétaire de l'année (A+B-C)

| <b>B. DEPENSES</b>        |                         |              |   |                    |                           |              |             |
|---------------------------|-------------------------|--------------|---|--------------------|---------------------------|--------------|-------------|
|                           | <b>TRESORERIE</b>       |              |   | <b>ENGAGEMENTS</b> |                           |              |             |
|                           | Prévisions<br>ajustées  | réalisations |   |                    | Prévisions<br>ajustées    | réalisations |             |
|                           |                         | A            | B | C                  |                           | A            |             |
| <b>2.1.</b>               | frais de personnel      | <b>0,00</b>  |   | 0,00               | frais de personnel        | <b>0,00</b>  |             |
| <b>2.2.</b>               | frais de fonctionnement |              |   | 0,00               | frais de fonctionnement   |              |             |
| <b>2.3.</b>               | frais d'acquisition     |              |   | 0,00               | frais d'acquisition       |              |             |
| <b>2.4.</b>               | frais divers            |              |   |                    | frais divers              |              |             |
| <b>Total des dépenses</b> |                         | <b>0,00</b>  |   | <b>0,00</b>        | <b>Total des dépenses</b> | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b> |

A = paiements sur engagements antérieurs à l'année budgétaire  
 B = paiements sur engagements contractés pendant l'année budgétaire  
 C = total des paiements (A+B)

A = engagements de l'année budgétaire

| <b>C. SYNTHESE ET SOLDE</b> |                        |              |  |                              |                         |              |             |
|-----------------------------|------------------------|--------------|--|------------------------------|-------------------------|--------------|-------------|
|                             | <b>TRESORERIE</b>      |              |  | <b>DROITS ET ENGAGEMENTS</b> |                         |              |             |
|                             | Prévisions<br>ajustées | Réalizations |  |                              | Prévisions<br>ajustées  | Réalizations |             |
|                             |                        |              |  |                              | différence              |              |             |
|                             | (exécution du budget)  | <b>0,00</b>  |  | 0,00                         |                         | <b>0,00</b>  |             |
|                             | (exécution du budget)  | <b>0,00</b>  |  | 0,00                         |                         | <b>0,00</b>  |             |
| <b>Résultat l'année</b>     |                        | <b>0,00</b>  |  | <b>0,00</b>                  | <b>Résultat l'année</b> | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b> |

## OPERATIONS SUR FONDS EUROPEENS

| A. RECETTES                             |                     |              |      |                     |  |   |      |      |
|---|---------------------|--------------|------|---------------------|--|---|------|------|
|   | TRESORERIE          |              |      | DROITS CONSTATES    |  |   |      |      |
|   | Prévisions ajustées | réalisations |      | Prévisions ajustées | réalisations                           |   |      |      |
|   |                     | A            | B    |                     | C                                      | A | B    | C    |
| recettes versées par l'Union Européenne | 0,00                | 0,00         | 0,00 |                     |  |   | 0,00 | 0,00 |
|   |                     |              |      |                     | fonds attribués par l'Union Européenne |   |      |      |

| B. DEPENSES                   |                     |              |      |                     |                                 |   |      |  |
|-------------------------------|---------------------|--------------|------|---------------------|---------------------------------|---|------|--|
|                               | TRESORERIE          |              |      | ENGAGEMENTS         |                                 |   |      |  |
|                               | Prévisions ajustées | réalisations |      | Prévisions ajustées | réalisations                    |   |      |  |
|                               |                     | A            | B    |                     | C                               | A |      |  |
| paiements sur fonds européens | 0,00                |              | 0,00 |                     |                                 |   | 0,00 |  |
|                               |                     |              |      |                     | engagements sur fonds européens |   |      |  |

| C. SYNTHESE ET SOLDES   |                     |              |             |                       |              |             |
|-------------------------|---------------------|--------------|-------------|-----------------------|--------------|-------------|
|                         | TRESORERIE          |              |             | DROITS ET ENGAGEMENTS |              |             |
|                         | Prévisions ajustées | Réalizations | différence  | Prévisions ajustées   | Réalizations | différence  |
|                         |                     |              |             |                       |              |             |
| (exécution du budget)   | 0,00                | 0,00         | 0,00        | 0,00                  | 0,00         | 0,00        |
| (exécution du budget)   | 0,00                | 0,00         | 0,00        | 0,00                  | 0,00         | 0,00        |
| <b>Résultat l'année</b> | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b> |

Vu pour être annexé à l'arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2011 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2010 fixant les modalités comptables et financières du Service Francophone des Métiers et des Qualifications.

Bruxelles, le 25 août 2011

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,  
Marie-Dominique SIMONET



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2581

[C — 2011/29506]

25 AUGUSTUS 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Raad van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009 gesloten te Brussel, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties), afgekort "SFMQ";

Gelet op het decreet van 30 april 2009 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", afgekort "SFMQ";

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, artikel 140;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 mei 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2011;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 49.862/2, gegeven op 4 juli 2011 bij toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van het besluit van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) wordt vervangen door volgend opschrift : « Besluit van 23 december 2010 tot vaststelling van de begrotings-, boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) ».

**Art. 2.** De artikelen 1 tot 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) worden vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit :

1° wordt verstaan onder « SFMQ » : « Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties), die een dienst met afzonderlijk beheer is, ressorterend onder de Franse Gemeenschap, met mogelijke ontvangsten uit andere overheden,

2° wordt verstaan onder « samenwerkingsakkoord » : het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009 gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de « Service francophone des Métiers et des Qualifications », afgekort : « SFMQ ».

Art. 2. Jaarlijks bepaalt de SFMQ een ontwerp van ontvangsten- en uitgavenbegroting.

De budgettaire voorstellen voor de ontvangsten worden opgesteld als vastgestelde rechten en als kasontvangsten.

De budgettaire voorstellen voor de uitgaven hebben betrekking op de vastleggings- en ordonnanceringsramingen.

Het begrotingsjaar, hierna het aanslagjaar genoemd, begint op 1 januari en eindigt op 31 december van datzelfde jaar.

Art. 3. Het budget van de SFMQ wordt verdeeld in twee categorieën :

1° de verrichtingen op eigen dotaties en fondsen;

2° de verrichtingen op Europese fondsen.

Elke categorie van verrichtingen bedraagt :

1° ontvangsten verdeeld als vastgestelde rechten en als kasontvangsten;

2° uitgaven verdeeld als vastleggingen en kasuitgaven.

Art. 4. Het budget van de SFMQ onderscheidt de volgende ontvangsten :

1° als verrichtingen op dotaties en eigen fondsen :

a) het overgedragen saldo;

b) de dotatie van de partijen bij het samenwerkingsakkoord die gerealiseerd kan worden door de terbeschikkingstelling van lokalen, personeel en materieel, en die verdeeld wordt in verhouding tot 45 % voor de Franse Gemeenschap, 40 % voor het Waalse Gewest, 15 % voor de Franse Gemeenschapscommissie;

c) de opbrengst van diensten aan derden;



2° als verrichtingen op Europese fondsen : fonds toegekend aan de SFMQ door het Europees Sociaal Fonds of verschillende Europese programma's voor de verwezenlijking van bijzondere acties.

Art. 5. Het budget van de SFMQ verdeelt de uitgaven als :

1° verrichtingen op dotaties en eigen fondsen :

- a) personeelskosten;
- b) werkingskosten;
- c) aanschaffingskosten;
- d) verschillende kosten;

2° verrichtingen op Europese fondsen : kosten van alle aard uit acties gevoerd in het kader van de Europese fondsen en programma's en in verband met deze.

Art. 6. § 1. De Overleg- en Erkenningsraad laat jaarlijks door de uitvoerende cel een begrotingsontwerp opstellen dat een verantwoordingsnota omvat.

§ 2. De Overleg- en Erkenningsraad legt het begrotingsvoorstel en de verantwoordingsnota voor advies voor aan de partijen bij het samenwerkingsakkoord uiterlijk op 30 juni van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat.

§ 3. Dat begrotingsontwerp wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs en wordt gevoegd bij het ontwerp van decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. De goedkeuring wordt definitief verworven door de aanneming van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

§ 4. Indien de goedkeuring niet vóór het begin van het begrotingsjaar geschiedt, kan de "SFMQ" binnen de perken van de thesauriemiddelen waarover hij beschikt voor elke categorie bedoeld in artikel 3, de kredieten gebruiken die in het begrotingsontwerp opgenomen zijn, behalve als ze bedoeld zijn voor uitgaven van een nieuw principe die vroeger niet toegelaten werden.

Art. 7. Onverminderd de wijziging van de dotaties toegekend aan de SFMQ door de partijen bij het samenwerkingsakkoord kan het in artikel 6 bedoelde begrotingsontwerp aangepast worden vanaf het begin van het betrokken begrotingsjaar en ten laatste op 31 maart van dat jaar.

Deze aanpassing heeft betrekking op het bedrag van de ontvangstenposten "saldo overgedragen uit het vorige begrotingsjaar". Het geheel van de uitgavenposten en hun verdeling worden eventueel tot passend beloop gewijzigd.

Deze aanpassing wordt aan de Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs en aan de Minister van Begroting ter goedkeuring voorgelegd; de Ministers kunnen beslissen dat het gunstig advies van de Inspectie van Financiën de vrijstelling van hun goedkeuring met zich mede brengt. De aanpassing die eruit voortvloeit, wordt meegedeeld aan de partijen bij het samenwerkingsakkoord. »

**Art. 3.** De artikelen 8 tot 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) worden als volgt gewijzigd :

« Art. 8. § 1. Op het einde van elk begrotingsjaar stelt de rekenplichtige het volgende op :

- 1° een beheersrekening;
- 2° een stand van zake van de activa en passiva van de SFMQ;
- 3° een rekening van uitvoering van de begroting;
- 4° een rekening van de vermogenswijzigingen, samen met een inventaris van het vermogen.

Uiterlijk op 15 april volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben, worden deze documenten overgezonden aan de partijen bij het akkoord bedoeld in artikel 19, 4°, van het samenwerkingsakkoord.

Uiterlijk op 15 april volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben, zendt de Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs deze documenten over aan de Minister bevoegd voor de Financiën. Deze laatste legt ze ten laatste op 30 april van hetzelfde jaar aan het Rekenhof voor.

De verantwoordingsstukken worden ter plaatse bewaard.

§ 2. De documenten bedoeld in § 1 moeten eveneens opgesteld worden wanneer de rekenplichtige zijn ambt neerlegt. Ze moeten meegaan met een proces-verbaal van de kastoestand en, als de activiteit van de SFMQ behouden wordt, met een proces-verbaal van overname en overgave ondertekend door de aftredende rekenplichtige en zijn opvolger.

Art. 9. De rekening van uitvoering van de begroting wordt opgesteld overeenkomstig het model opgenomen in de bijlage bij dit besluit. Zij wordt geïntegreerd bij de rekening van uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. Bankrekeningen worden geopend per categorie van verrichtingen vermeld in artikel 3 van dit besluit in naam van de SFMQ bij de kashouder van de Franse Gemeenschap. De rekeningen worden inbegrepen in de samenvoeging van de rekeningsschaal van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 4.** Artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) wordt van afdeling III « Boekhoudkundig en financieel beheer » naar afdeling II « Comptabiliteit en aflegging van de rekeningen » verplaatst en vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 11. De vastgestelde rechten worden aangerekend op de datum van hun vaststelling. De vastleggingen worden aangerekend op de datum van hun bekendmaking aan de schuldeiser. De ordonnanceringsen worden aangerekend op de datum van hun betaling. De kasontvangsten worden aangerekend op de datum waarop ze op de bankrekening worden gezet.

Een recht wordt vastgesteld wanneer het aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° het bedrag wordt nauwkeurig bepaald;
- 2° de identiteit van de schuldeiser is te bepalen;
- 3° verplichting tot betaling;
- 4° een verantwoordingsstuk ligt in handen van de SFMQ.

In afwijking van het 2e lid wordt het bedrag van de dotaties aan de SFMQ toegekend door de partijen uit een basisallocatie van hun algemene uitgavenbegroting aangerekend als vastgestelde rechten in de begroting op de datum van het besluit tot toekenning van de bedoelde dotaties.

Als het geheel van de dotatie niet wordt vrijgemaakt, wordt het vastgestelde recht beperkt tegen een niet-vrijgemaakt bedrag.

De voorafgaande bepalingen zijn niet van toepassing op de verrichtingen voor orde op Europese fondsen. »

**Art. 5.** In artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de zin « In dat ambt leeft hij de regels na die worden vastgesteld door de hoofdstukken II, III en IV van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, waarbij het vastleggen van de uitgaven wordt geregeld. » wordt geschrapt;

2° in de derde zin van datzelfde artikel wordt het woord « voert » vervangen door het woord « organiseert ».

**Art. 6.** In artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) wordt paragraaf 2 vervangen door hetgeen volgt :

« § 2. De Overleg- en Erkenningsraad is ook bevoegd voor elke beslissing die een recht opent ten gunste van de SFMQ. Zij vertrouwt de vaststelling en de invordering toe aan de ordonnateur. »

**Art. 7.** Artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 14. De rekenplichtige wordt belast met :

- 1) de behandeling en de bewaring van de gelden;
- 2) de opstelling en de bewaring van de volgende documenten :
  - a) de beheersrekening;
  - b) de rekening van uitvoering van de begroting;
  - c) de balans van de SFMQ in de vorm van een staat van de activa en passiva;
- 3) het bijhouden van de inventaris van het vermogen en het voeren van de vermogenscomptabiliteit;
- 4) de inning van de vastgestelde rechten;
- 5) de uitvoering van betalingen op bevel van de ordonnateur.

De rekenplichtige is aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen. »

**Art. 8.** Artikel 15 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 15. Het bedrag van de verbintenissen die kunnen worden aangegaan wordt beperkt door het bedrag van de vastgestelde rechten aangerekend in de loop van het begrotingsjaar, verminderd met de beperking of de annulatie van de vastgestelde rechten die vooraf uit de vorige jaren werden overgedragen, vermeerderd met de beperkingen of annulaties van vastleggingen van vorige jaren verricht in de loop van datzelfde jaar en van het niet-vastgestelde saldo van de budgettaire machtigingen overgedragen uit het vorige jaar.

Het bedrag van de ordonnanceringsen wordt beperkt door het bedrag van de ontvangsten die in de loop van het jaar ontvangen zijn, vermeerderd met het thesauriesaldo overgedragen uit het voorafgaande begrotingsjaar. »

**Art. 9.** In afdeling 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) worden de artikelen 15/1 tot 15/4 toegevoegd, als volgt opgesteld :

« Art. 15/1. De ordonnanceringsen betreffen bedragen die verschuldigd zijn in de loop van het begrotingsjaar vanwege verbintenissen die ontstaan zijn in de loop van dat begrotingsjaar of vanwege verbintenissen die uit voorafgaande begrotingsjaren overgedragen zijn.

Art. 15/2. De vastleggingen aangerekend op de middelen van de SFMQ zullen ten laatste uitgevoerd moeten worden voor 31 december van het vierde jaar volgend op dat van de vastlegging.

Art. 15/3. § 1. De saldo's beschikbaar op het einde van het begrotingsjaar zullen automatisch naar het volgende begrotingsjaar worden overgedragen.

§ 2. Het saldo van de budgettaire machtigingen dat niet vastgelegd is, wordt bepaald op het einde van het jaar door het verschil tussen het totaal van de in de loop van het jaar werkelijk vastgestelde rechten, vermeerderd of verminderd overeenkomstig artikel 15 en het totaal van de vastleggingen genomen in de loop van het jaar. Het wordt naar het volgend jaar overgedragen en is de eerste ontvangstenpost van het deel "rechten en vastlegging" van de begroting, onder voorbehoud van de goedkeuring bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

§ 3. Het thesauriesaldo wordt op het einde van elk jaar bepaald door het verschil tussen het totaal van de werkelijk geïnde ontvangsten en het totaal van de betaalde uitgaven.

Het wordt naar het volgende jaar overgedragen en is de eerste ontvangstenpost van het deel ordonnanceringsen.

Art. 15/4. De budgettaire en financiële middelen beschikbaar op het einde van een jaar kunnen gebruikt worden vanaf het begin van het volgend jaar. »

**Art. 10.** In artikel 16 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) wordt een 2e lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De regels voor de administratieve en budgettaire controle waaraan de diensten van algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap onderworpen zijn, zijn van toepassing op de SFMQ. »

**Art. 11.** In artikel 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) wordt het 1e lid vervangen door hetgeen volgt :

« Onverminderd de regels opgenomen in artikel 16, § 2, van dit besluit, heeft de Overleg- en Erkenningsraad delegatie voor de wijze van gunning, met inbegrip van de aankondiging van de opdracht, en voor de toewijzing van de overheidsopdracht waarvan de bedragen de volgende bedragen niet kunnen overschrijden (uitgedrukt in euro, btw niet inbegrepen) »

**Art. 12.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2010 tot vaststelling van de boekhoudkundige en financiële nadere regels voor de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties), wordt afdeling V, met de artikelen 18 tot 20, opgeheven.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011.

**Art. 14.** De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 augustus 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET